

Je fais la comparaison, monsieur le Président, entre la conduite d'une société étrangère et celle d'une société canadienne pour démontrer que la conduite est la même. La Maclaren est en train d'amorcer un programme de reboisement qui va vraiment favoriser la forêt immédiate dans l'Outaouais. Non seulement cela, mais comme le fait ERCO, qui est une société étrangère, la compagnie Maclaren s'est jointe à moi et à la municipalité de Notre-Dame-du-Laus pour trouver une solution à la fermeture d'une scierie qui n'avait plus de marché et comme vous le savez, monsieur le Président, le marché du bois de sciage est en grande difficulté. Donc, c'est tout à fait une autre image qu'on nous a peinte de ces étrangers qui viennent s'installer chez nous.

De plus, monsieur le Président, tout à l'heure on parlait de ce sondage qui disait que les Canadiens étaient en grande majorité favorables à l'investissement étranger. La manchette du journal *Le Droit* d'Ottawa du 3 juin dit précisément: Oui aux capitaux étrangers! Ce que j'ai trouvé intéressant... J'ai examiné la division de ces opinions, et on dit ici que sur les 62 p. 100 qui sont favorables à l'investissement étranger, une simple majorité des partisans néo-démocrates se trouvent parmi ceux qui sont en faveur des placements étrangers, ce qui veut dire 50 p. 100 des néo-démocrates, qui ont je crois une cote de 18 à 20 p. 100, cela veut dire qu'un bon grand nombre des Canadiens néo-démocrates sont pour l'investissement étranger. En plus, près des deux tiers des libéraux sont pour l'investissement étranger et, naturellement, une très large majorité des conservateurs favorisent les capitaux étrangers chez nous. Et tout cela, quand on leur a posé une simple question, on leur a tout simplement demandé: à votre avis, est-ce que le premier ministre Brian Mulroney devrait encourager l'investissement étranger au Canada ou le décourager? Alors 62 p. 100 ont dit: encourager, et 19 ont dit: décourager. Maintenant, sur toute la ligne comme je l'ai montré, cela ne dépend pas des politiques de ces citoyens, ils semblent tous croire qu'il y a quelque chose de favorable.

Donc, monsieur le Président, c'est un «canard» de dire que c'est une petite minorité de gens très riches, de capitalistes, de pro-américains, de gens qui sont trop froussards pour pouvoir développer leur propre économie qui s'intéressent à l'investissement étranger. Au contraire, monsieur le Président, ce sont des gens très modernes avec une vision du Canada, avec un cœur nationaliste qui bat dans leurs poitrines, comme nous disait le député d'Essex-Windsor, mais pour eux, nationalisme ne veut pas dire étatsisme, cela veut dire tout simplement fierté d'être Canadiens et de vouloir protéger la qualité de vie ici. Cela ne ferme pas la porte aux étrangers qui ont de très bonnes idées à nous apporter, qui peuvent travailler avec nous à régler nos problèmes.

Donc, monsieur le Président, cela m'amène à cette situation où on nous parle de nos promesses électorales qu'on n'a pas remplies. Comme je l'ai déjà dit, ce que l'opposition appelle promesses, nous appelons cela des solutions que nous voulions apporter aux problèmes. C'est ce que nous avions dans notre manifeste, c'étaient des solutions à apporter à des problèmes. Parmi les problèmes, il y avait l'absence de capitaux suffisants. Alors, les capitaux étrangers sont une source de fonds de développement pour nous, et nous ne voulons pas fermer la porte. L'agence de tamisage avait un effet contraire. Même que dans une étude qui a été faite par le Conference Board du Canada, on dit en conclusion qu'un des problèmes relativement à cette

Investissement Canada—Loi

agence de tamisage, c'est qu'elle invitait beaucoup d'interventions politiques et doctrinaires et on donne comme exemple le cas de l'industrie pétrolière où, monsieur le Président, on avait enfin un secteur qui avait la chance de nous faire créer des emplois, qui en créait déjà. Beaucoup de gens de Gatineau travaillaient dans le secteur pétrolier dans l'Ouest et aussi d'autres travaillaient dans les usines de fabrication qui découlent de ce secteur pétrolier.

Monsieur le Président, ce qui est arrivé, avec cette manie, cette phobie des étrangers, cette manie de vouloir nationaliser tout ce qui a un potentiel, on a enfin jugulé le développement économique pour le pays et on a contribué d'une façon très importante à le plonger dans une récession plus grave encore que dans les pays voisins et dans les pays à qui nous faisons concurrence. Ce qu'on a enfin fait, c'est qu'on a nationalisé un désastre, on n'a pas profité du fait qu'on aurait pu encourager un secteur qui était très dynamique à nous aider à traverser une crise qui s'annonçait partout dans le monde. Au contraire, on l'a affaibli, on lui a nui, parce qu'on a pris une approche doctrinaire et idéologique plutôt qu'une approche économique à un secteur de développement.

Donc, monsieur le Président, c'est précisément pourquoi j'ai écouté avec alarme ce que les députés nous racontaient de nouveau ce matin. Ils n'ont pas changé leur rengaine. Ils ne nous ont pas apporté quoi que ce soit de nouveau. Ils nous disent au contraire qu'on n'a pas écouté les Canadiens, mais je crois qu'on les a écoutés, les sondages nous le montrent. Non seulement cela, monsieur le Président, mais je suis membre de ce comité permanent de la Chambre qui s'est penché sur ce projet de loi et nous avons vu passer devant nous toute une série de personnes qui partageaient les opinions du député d'Essex-Windsor et du député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy). Nous les avons écoutés, nous avons pris note de ce qu'ils ont dit, mais dans l'ensemble, en écoutant aussi les autres citoyens qui sont passés devant nous pour nous dire: Vraiment, nous croyons que l'agence de tamisage, telle qu'elle est structurée, nuit au développement au Canada. Il faut un certain tamisage dans des secteurs clé, et surtout dans les secteurs qui touchent notre culture et notre personnalité comme Canadiens. Mais d'après les statistiques, on avait cet appareil qui ralentissait toutes les décisions et qui en fait ne tamisait que 5 ou 6 p. 100 de tout ce qu'on présentait devant nous.

Donc, monsieur le Président, c'était logique de penser que vu que tout le monde, tous les experts en développement, la majorité de la population, nous disaient qu'il fallait changer ce qui était là parce que ce n'était pas favorable au développement... c'est précisément ce que nous avons fait, après avoir écouté des heures de débats, des heures de dépositions de divers témoins, et le projet de loi à l'étude, monsieur le Président, est un projet de loi qui va avoir tout de même une soupape de sécurité. Il y a des niveaux de révision, il y a aussi des secteurs protégés et, en plus, ce qu'il y a de plus important encore, c'est qu'il y a un aspect très positif à l'investissement.

Le député de Essex-Windsor (M. Langdon) mentionnait tout à l'heure la France; il nous donnait comme exemple que ce pays favorise l'investissement domestique, et j'imagine qu'il voulait dire décourage l'investissement étranger, ou tout de même n'est pas aussi accueillant à l'investissement étranger